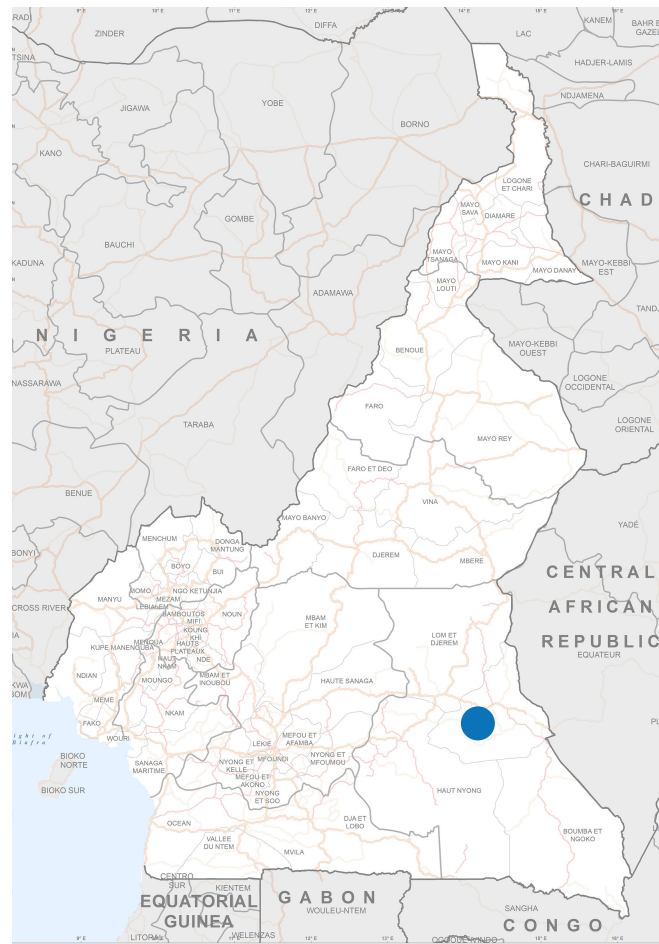


**OCTOBRE 2018**

Au 30 Octobre 2018, la population du site s'élève à **25.319** réfugiés centrafricains. **57%** de la population a moins de 18 ans et les femmes/ filles représentent **53%**. Les besoins prioritaires du site de Gado portent sur le suivi des enfants au secondaire, la réponse pour les adolescents non scolarisés entre 14-17 ans, la promotion des programmes d'autonomisation des réfugiés, la redynamisation de la promotion de l'hygiène et de l'assainissement, la nécessité d'octroi de terres cultivables fertiles et d'espaces de pâturage pour les réfugiés agriculteurs et éleveurs et les abris.


**Informations générales**

<b>Population totale</b>	<b>25.319</b>
<b>Nombre de ménages</b>	<b>8.101</b> Taille moyenne des ménages: 3*
<b>Préfecture d'origine</b>	Nana-Mambéré (35%), Ombella-Mpoko (31%), Ouham-Pendé (10%), Bangui (6%), Ouham (6%), Lobaye (5%), Mambere Kadei (4%), Autres (3%)
<b>Principales religions</b>	Musulmans (98,8%), Chrétiens (0,8%) Autres (0,4%)
<b>Principales ethnies</b>	Peuhl (92,9%), Haoussa (2,6%), Autres (4,5%)
<b>Niveaux d'études</b>	Adultes : 50,4% sans éducation, 37,4% éducation Informel (52% de femmes et 48% d'hommes), 0,80% ont fait des études universitaires
<b>Compétences</b>	Adultes : 18% de la population est faite de femmes au foyer, 5% de producteurs de bétail, 19% de travailleurs manuels et vendeurs, 4% de commerçants, 4% de fermiers, 50% de personnes sans qualifications
<b>Personnes avec besoins spécifiques</b>	<b>4.279</b> personnes ont des besoins spéciaux, soit 1% de la population totale.
<b>Date d'ouverture du camp</b>	01 Mars 2014
<b>Superficie</b>	55 hectares
<b>Nombre de Secteurs</b>	11
<b>Localisation</b>	Région: Est, Département: Lom-et-Djerem
<b>Distance de la frontière</b>	35 Kms
<b>Nombre total d'acteurs</b>	16
<b>Postes de police</b>	00
<b>Coordonnées GPS</b>	Latitude: N 5°45'15.9114" Longitude: E 14°26'0.6"

**Principaux défis**
**Protection:**

Lenteur administrative dans la procédure d'établissement des actes de naissance pour les enfants nés sur le site. Prévenir la fraude à l'enregistrement; Enregistrer les demandeurs d'asile qui s'installent spontanément sur le site; Mettre à jour la base de données; Maintenir le caractère civil et humanitaire du site. Problématique de suivi juridique des cas de VBG; Prise en charge des personnes à besoins spécifiques.

**Education:**

Faible capacité d'accueil des établissements scolaires existants, déficit/ insuffisance d'enseignants, pesanteurs culturelles défavorables à l'éducation en général et à celle de la jeune fille en particulier, mobilité des réfugiés, source des déperditions et abandons scolaires; insuffisance des frais pour paiement des fournitures scolaires; question de paiement des APE; absences d'acte de naissance pour les examens officiels.

**Santé et Nutrition:**

Accès insuffisant aux soins de santé de qualité; Arrêt de prise en charge des malnutris aigues modérées (MAM) et mise en œuvre timide des activités d'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE).

**Eau, Assainissement et Hygiène (WASH):**

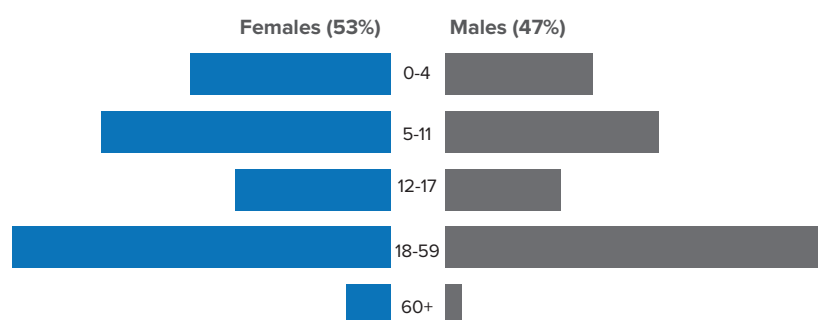
Améliorer le niveau des indicateurs d'accès aux installations sanitaires et le suivi de la qualité de l'eau potable; Renforcer la maintenance et sécuriser les installations; Renforcer les capacités d'autogestion et d'appropriation des services WASH par les réfugiés.

**Abris:**

Faible niveau d'autonomisation des réfugiés pour participer efficacement à la stratégie d'auto-construction des abris; Mauvaise occupation de l'espace aménagé et forte promiscuité.

**Moyens de subsistance:**

Insuffisance de moyens financiers; Difficulté d'accès aux terres arables; Insuffisance des microfinances et difficulté d'accès aux crédits par les réfugiés.

**Répartition de la population (genres et tranches d'âges)**


\*La population réfugiée du site de Gado est une communauté de polygames. Conformément aux principes de Protection et des 05 engagements du Haut-Commissaire, toutes les femmes réfugiées vivant dans un mariage polygame sont enregistrées seules avec leurs enfants afin de renforcer leur protection. L'homme quant à lui est enregistré seul avec un lien avec ses épouses en vue de préserver le principe de l'unité familiale. Ce qui explique le nombre élevé de ménages de taille 1 constitués d'hommes.

# SUIVI DES INDICATEURS

Secteur	Indicateur	Standard	Valeur	Observations	Source
<b>Abris et non vivres</b>	% de réfugiés ayant accès à un abri décent	100%	<span style="color: red;">●</span> 55%	Besoins encore importants de mutation des abris d'urgence en abris semi-durables.	ADES, UNHCR
	% de réfugiés ayant reçu une assistance en NFI	100%	<span style="color: green;">●</span> 100%		CRC, FICR, UNHCR
<b>Education</b>	% des enfants en âge scolaire inscrits à l'école primaire	100%	<span style="color: green;">●</span> 80%		CRS, PLAN Cameroun, UNICEF
	% des enfants en âge scolaire inscrits à l'école secondaire	100%	<span style="color: red;">●</span> 5%		
<b>Livelihoods</b>	% d'adultes (18-59 ans) ayant leur propre affaire ou travaillant comme indépendants.	95%	<span style="color: red;">●</span> 12%	Les opportunités pour l'auto-emploi et les capitaux pour le démarrage des activités génératrices de revenus sont insuffisants.	UNHCR, LWF, SI
	% de ménages ayant accès à une énergie durable ou renouvelable.	100%	<span style="color: red;">●</span> 0%		
<b>Nutrition</b>	Taux de malnutrition aiguë globale (GAM)	< 10%	<span style="color: green;">●</span> 9,1%		AHA, UNHCR
	Taux de malnutrition aiguë sévère (SAM)	< 2%	<span style="color: green;">●</span> 0,9%		
<b>Protection</b>	% de réfugiés couverts par le monitoring de protection	100%	<span style="color: green;">●</span> 100%		UNHCR
	% des personnes avec besoins spécifiques identifiées et recevant une assistance	100%	<span style="color: green;">●</span> 80%		CRS, IMC, UNHCR
	% d'enfants de moins de 12 mois ayant un certificat de naissance	100%	<span style="color: green;">●</span> 90%		IMC, UNHCR
	% d'enfants non accompagnés identifiés et référés dans les familles d'accueil	100%	<span style="color: green;">●</span> 80%		IMC, CICR, CRS, UNHCR
<b>Santé</b>	Taux de mortalité brut ( /10.000/jr )	< 0,75	<span style="color: green;">●</span> 0,4		AHA, UNHCR
	Taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans ( /10.000/jr )	< 1,5	<span style="color: green;">●</span> 0,9		
<b>Securite alimentaire</b>	Distribution de vivres: valeur nutritive (Kcal) journalière reçue par personne	> = 2.100	<span style="color: red;">●</span> 1.470	Le panier alimentaire a couvert les besoins de 75% de la ration mensuelle normale.	PAM, PLAN Cameroun, UNICEF
<b>WASH</b>	# de personnes par latrine	< 10	<span style="color: red;">●</span> 37	Insuffisance et vétusté des superstructures des latrines	PUI, SI, UNHCR, UNICEF
	# de personnes par douche	< 10	<span style="color: red;">●</span> 49	Insuffisance des douches	
	# de personnes par point d'eau	250 - 300	<span style="color: green;">●</span> 330		
	# de litres d'eau potable disponible par personnel et par jour	> = 20	<span style="color: green;">●</span> 17,5		
	# de réfugiés par promoteur d'hygiène	= < 500	<span style="color: green;">●</span> 475		

## LEGENDE

- Standard atteint
- Standard pas atteint
- Valeur critique
- Valeur non disponible

# PRINCIPAUX DÉFIS, GAPS ET RÉPONSES PAR SECTEURS

ABRIS ET NON VIVRES (NFIs)	
<ul style="list-style-type: none"><li>- Approvisionnement insuffisante en des NFIs et distribution irrégulière, notamment des kits hygiéniques pour les femmes en âge de procréer Insuffisance;</li><li>- Vétusté et inconfort des logements d'urgence;</li><li>- Faible autonomie financière des réfugiés pour participer à l'auto-construction des abris en matériaux locaux semi-durables.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Accélération du processus d'achats des NFIs et de leur distribution;</li><li>- Renforcement de la mobilisation communautaire pour l'auto-construction des logements; assistance technique et suivi régulier des activités menées par la communauté pour les constructions d'abris.</li></ul>

EDUCATION	
<ul style="list-style-type: none"><li>- Faible capacité d'accueil des établissements scolaires existants;</li><li>- Déficit/insuffisance d'enseignants;</li><li>- Pesanteurs culturelles défavorables à l'éducation en général et à celle de la jeune fille en particulier;</li><li>- La mobilité des réfugiés est source des déperditions et d'abandons scolaires;</li><li>- Déficit en fournitures scolaires.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Construction de 02 blocs de 02 salles de classe équipés à l'École publique de Gado assortie de bureau Directeur et de magasin;</li><li>- Construction de 08 salles de classe à l'école publique de Gado;</li><li>- Réhabilitation de 06 salles de classe à l'école publique de Gado;</li><li>- Fourniture de tables-bancs à l'école publique de Gado;</li><li>- Système de suivi de l'éducation de façon hebdomadaire et trimestrielle;</li><li>- Une plateforme d'échange mensuelle a été mise en place par le MINEDUB;</li><li>- Sensibilisations menées sur l'importance de l'éducation et surtout celle de la fille.</li></ul>

MOYENS DE SUBSISTANCE	
<ul style="list-style-type: none"><li>- Insuffisance d'accès à la terre et aux pâturages;</li><li>- Oisiveté des jeunes dû a l'insuffisance d'accès à la formation professionnelle;</li><li>- Faible capacité de mener les activités génératrices de revenus dû au manque de capitaux, mouvements limités et conflit agro-pastoraux;</li><li>- Dégradation des ressources naturelles et de l'environnement</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Plaidoyer auprès des autorités pour l'acquisition des terres;</li><li>- Facilitation dans les négociations individuelles réfugiés – propriétaires de terre;</li><li>- Formation des jeunes en petits métiers à travers les centres de formation et les artisans locaux et distribution des kits d'installation;</li><li>- Appui aux groupements AGR; mise en place des espaces fourragères;</li><li>- Mise en place des comites mixtes pour la protection de l'environnement;</li><li>- Création des espaces verts.</li></ul>

NUTRITION	
<ul style="list-style-type: none"><li>- Rupture des intrants nutritionnels dans les structures de prise en charge de la malnutrition;</li><li>- Arrêt de prise en charge des malnutris aigues modérées (MAM) en raison de la nouvelle stratégie du PAM;</li><li>- Absence de supplémentation nutritionnelle (BFSP) chez les femmes allaitantes et femmes enceintes;</li><li>- Mise en œuvre timide des activités d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE), difficulté d'approvisionnement en intrants au Centre Nutritionnel Thérapeutique Intensif (CNTI);</li><li>- Rupture en médicaments au CNTI et refus de garde des enfants malnutris au CNTI par les accompagnants du fait de leur non prise en charge alimentaire.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Mise a disposition d'une ambulance;</li><li>- Prise en charge intégrée de la Malnutrition Aigue de tous les enfants de moins de 5 ans;</li><li>- Supplémentation nutritionnelle (BFSP) de tous les enfants de moins de 5 ans, femmes allaitantes et femmes enceintes;</li><li>- Renforcement des activités d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE);</li><li>- Renforcement de la surveillance nutritionnelle au niveau de la communauté par l'Information des Pairs éducateurs, le screening passif et actifs;</li><li>- Formation des relais communautaires et des moniteurs agricole;</li><li>- Sensibilisation de l'école du mari pour la nutrition.</li></ul>

PROTECTION	
<ul style="list-style-type: none"><li>- Lenteurs administratives dans la procédure d'établissement des actes de naissance en faveur des enfants nés sur le site;</li><li>- Absence d'un centre d'état civil secondaire à Gado-Badzéré;</li><li>- Non respect par certains réfugiés du caractère civil et humanitaire du site;</li><li>- Insuffisance/éloignement des structures spécialisées de prise en charge des personnes à besoins spécifiques des lieux d'installation des réfugiés;</li><li>- Pesanteurs culturelles défavorables à la réponse judiciaire aux cas de VBG;</li><li>- Eloignement des juridictions territorialement compétentes et des unités de police;</li><li>- Anciens réfugiés et camerounais installés dans les villages tentent de se faire enregistrer sur le site comme nouveaux réfugiés;</li><li>- Installations spontanées des demandeurs d'asile en provenance soit d'autres sites soit de la Centrafrique sans documents ils n'ont pas accès à l'assistance;</li><li>- L'équipe de la protection en charge du pré-enregistrement et de la mise à jour de la base de données est sollicitée au delà de ses capacités.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Sensibilisation aux acteurs intervenant dans le processus d'établissement des actes de naissance;</li><li>- Discussions en cours avec les autorités afin que le BUNEC mette à disposition des registres d'acte de naissance;</li><li>- Plaidoyer en vue de rendre fonctionnel un centre d'état civil secondaire à Gado;</li><li>- Sensibilisation des autorités sur le caractère humanitaire et civil du site et sensibilisation des réfugiés sur leurs devoirs vis-à-vis du pays d'asile le Cameroun;</li><li>- Sensibilisations aux réfugiés sur leurs droits et devoirs;</li><li>- 80% des réfugiés ayant des besoins spécifiques ont été intégrés dans le service national d'action sociale MINAS et les capacités du centre social de Garoua Boulai;</li><li>- Sensibilisations auprès de la communauté des leaders en vue d'une prise de conscience des droits des femmes par la communauté dans son ensemble;</li><li>- Plaidoyers auprès des autorités afin qu'une unité de police judiciaire soit opérationnelle pour le site;</li><li>- Mise en place d'un mécanisme d'identification des demandeurs d'asile;</li></ul>

SANTE	
<ul style="list-style-type: none"><li>- Accès insuffisant aux soins de santé de qualité;</li><li>- Formations médicales insuffisantes non équipées et pléthorique;</li><li>- Centre de Santé Intégré (CSI) faible en ressources humaine et moyens logistiques;</li><li>- Rupture en médicaments, consommables et faible capacité du plateau technique.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Appui aux autorités sanitaires de Garoua-Boulai et Bertoua;</li><li>- Renforcement des mécanismes de références médicales entre le site et les structures médicales de références;</li><li>- Renforcement en ressources humaines (hôpital de Garoua Boulai et le CSI de Gado)</li><li>- Equipement puis réhabilitation du CSI de Gado;</li><li>- Construction du CNTI de Garoua Boulai ainsi que la maternité;</li><li>- Disponibilisation des tricycles et d'une ambulance pour la référence;</li><li>- Appui régulier mensuel en médicaments de qualité et autres intrants et consommables selon la convention cadre HCR-MSP;</li></ul>

SECURITE ALIMENTAIRE	
<ul style="list-style-type: none"><li>- Assurer la prise en charge alimentaire de tous les réfugiés enrôlés et a enrôler;</li><li>- Atteindre le standard de 2100kcal, de la ration alimentaire;</li><li>- Développement et diversification des programmes d'autonomisation des réfugiés;</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Mobilisation des fonds dans le cadre des approvisionnements en vivres;</li><li>- Promouvoir les programmes d'autonomisation en prenant en compte toutes les composantes valides des réfugiés pour leur permettre de sortir de l'assistance.</li></ul>

WASH	
<ul style="list-style-type: none"><li>- Espace limitée pour le développement des installation sanitaires dans le site et la gestion quotidienne de la salubrité et drainage du site;</li><li>- Bien que les stratégies WASH à long terme existent, le manque de ressources matérielles, humaines rendent difficile leur mise en œuvre effective;</li><li>- Les standards dans l'assainissement ne sont pas atteints.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Renforcement du système d'approvisionnement en eau;</li><li>- Maintenance des forages et appropriation par la communauté réfugiée;</li><li>- Renforcement de la mobilisation communautaire pour l'auto-construction et pour la promotion de l'hygiène;</li><li>- Renforcement des structures communautaires et transfert des compétences.</li></ul>

# QUI FAIT QUOI?

## Nombre total d'acteurs : 16

Ministères / Structures gouvernementales : 01 (Administrateur de site)

Organisations du système des Nations Unies : 03

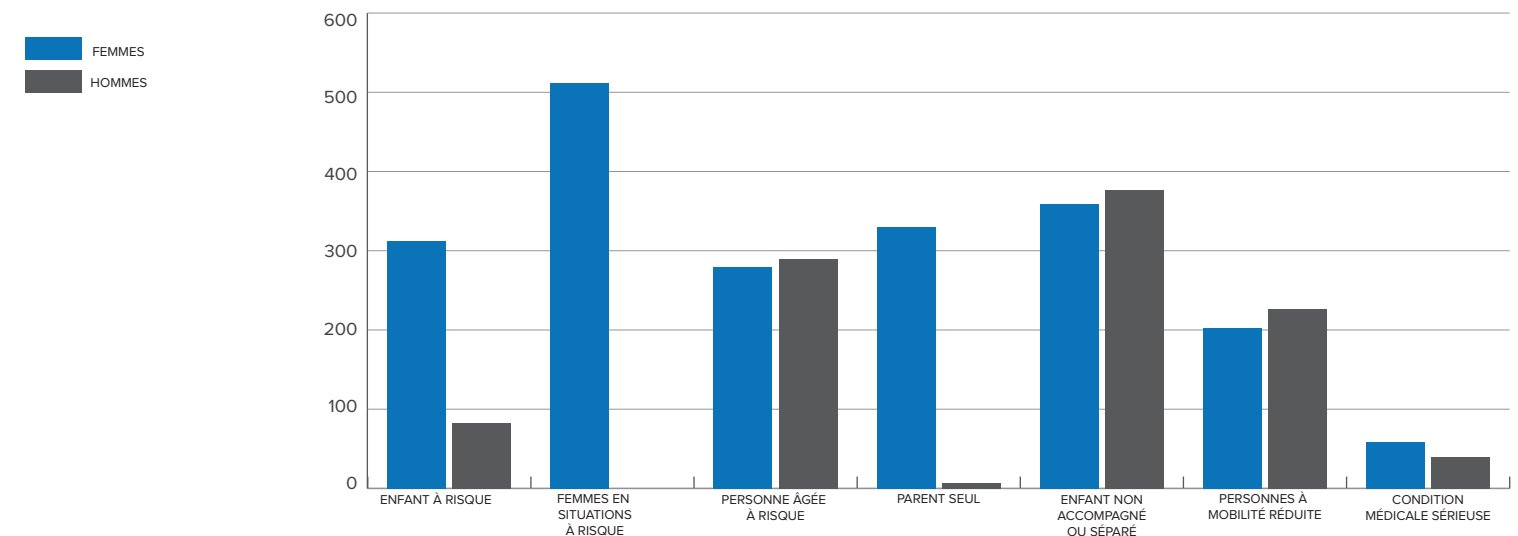
ONG internationales : 11

ONG locales : 01

## Repartition des acteurs par secteur

Protection	Sec. Alimentaire	WASH	Sante	Nutrition	Education	Abris & NFIs	CCM	Livelihoods
CICR	PLAN	PUI	AHA	AHA	CRS	ADES	UNHCR	UNHCR
PLAN	PAM	UNHCR	UNHCR	UNHCR	UNHCR	FICR/CRC	PUI	LWF
IMC	UNHCR	UNICEF			UNICEF	PAM		SOLIDARITES
CRS	FICR/CRC	SOLIDARITES			JRS	UNHCR		
UNHCR								
UNICEF								

## PERSONNES À BESOINS SPÉCIFIQUES



## MOBILISATION COMMUNAUTAIRE

Pour leur meilleure implication dans la gestion du camp les réfugiés sont regroupés dans divers comités à savoir:

Comité Central des Réfugiés,  
Comité de Vigilance (60 réfugiés),  
Comite WASH  
Comité abris / environnement,  
Comité parents  
Comité des Femmes,

Comite de protection de l'enfance,  
Comité SGBV et PBS,  
Comite de Sante/Nutrition  
Comité de Distribution et livelihood,  
Comité des Jeunes

Comite mixte du site et la chefferie du village pour la gestion des conflits (03 représentants de chaque secteur dont 40% femmes)

## INFRASTRUCTURES EXISTANTES

Libellés	Quantités	Observations
Machines Hydraform	01	
Espace de cohésion des femmes	03	
Ecole maternelle	01	
Ecole primaire	04	
Ecole secondaire	01	
Espace Ami Enfants	03	Ces espaces sont devenus des centres communautaires de protection des enfants (CCPE) entièrement piloté par la communauté, qui servent de point de transmission de la culture centrafricaine aux enfants.
Nombre de forages	30	En plus des 30 forages, le site compte 03 sources aménagées avec 04 aires de puisage et de lessives et 01 adduction d'eau gravitaire avec 08 bornes fontaines de 48 robinets.
Nombre d'entrepôts mobiles	00	
Nombre de miradors	00	
Nombre de centre de distributions	01	
Poste de Santé	02	
Maternité	03	
Lampadaires solaires	08	Toutes en panne
Poste de Police	00	